



PRISE DE POSITION DE HANS-PETER WESSELS

Une étape essentielle pour les cantons

Le trafic ferroviaire devrait croître de 50 % entre 2010 et 2040. Les directeurs cantonaux des transports publics soutiennent dans ce contexte le projet d'aménagement ferroviaire du Conseil fédéral.

Les cantons versent chaque année un demi-milliard de francs au fonds d'infrastructure ferroviaire, qui permet de financer le développement du rail à l'échelon national. Les investissements de près de 12 milliards de francs prévus dans le cadre de l'étape d'aménagement 2035 interviendront là où l'adaptation de l'infrastructure ferroviaire à l'augmentation de la demande est la plus urgente. Ils permettront de densifier l'offre et d'établir des liaisons express pour le trafic marchandises.

Il a fallu cinq ans pour élaborer l'étape d'aménagement 2035. Le développement ferroviaire à l'échelle suisse a constitué un nouveau défi pour la Confédération, impliquant notamment de coordonner la planification avec différents partenaires : outre les CFF et les nombreuses compagnies ferroviaires privées, la Confédération a consulté les secteurs du transport grandes lignes et du fret ainsi que les cantons, afin de prendre en compte l'offre régionale dans la planification.

Du point de vue des cantons, la collaboration avec le Département fédéral des transports (Detec) s'est avérée intense et productive. Les cantons assument leurs responsabilités en matière de trafic régional avec beaucoup d'engagement. Leur vision de l'offre a permis d'assurer une coordination avec le réseau fin des lignes de bus et de tram tout en tenant compte des objectifs d'aménagement du territoire. Cette approche circonspecte est essentielle pour le succès de la planification des transports.

La Confédération doit toutefois répondre aux nombreux besoins identifiés par des étapes d'aménagement équilibrées. Bien que celle

que le Parlement examine cette année ne permette pas de prendre en compte certains objectifs des cantons en matière d'offre, la Conférence des directeurs cantonaux des transports publics (CTP) soutient cette première étape indispensable afin d'atteindre les objectifs à long terme.

Augmenter l'efficience ne suffit pas

Selon les projections de la Confédération, le trafic ferroviaire en Suisse doit augmenter de 50 % entre 2010 et 2040. Cette première étape d'aménagement de l'infrastructure est ainsi essentielle à l'heure de la loi sur le financement et l'aménagement de l'infrastructure ferroviaire (FAIF). La numérisation peut certes améliorer l'efficacité des infrastructures existantes, mais ne permettra pas de faire face à l'augmentation du trafic. Ne pas mettre en œuvre l'aménagement tel qu'il est prévu compromettrait de fait la mobilité des générations futures. Le développement de l'infrastructure n'est toutefois pas terminé – et ne le sera jamais.

Nous devons donc regarder au-delà de 2035 et créer dès aujourd'hui les conditions d'une mise en œuvre efficace de la prochaine étape. L'aménagement ferroviaire n'est jamais un but en soi : la bonne accessibilité de toutes les régions et la qualité de la mobilité constituent d'importants facteurs d'implantation et sont essentielles pour le succès économique de la Suisse.

Hans-Peter Wessels est conseiller d'État du canton de Bâle-Ville et président de la Conférence des directeurs cantonaux des transports publics (CTP).